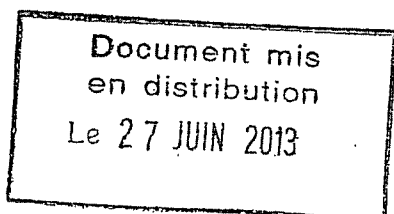


ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Papeete, le 27 JUIN 2013

Commission des institutions, des affaires  
internationales et européennes, de la solidarité,  
de l'emploi et des relations avec les communes

N° 58-2013



RAPPORT

relatif à un projet de délibération relative au Haut Conseil  
de la Polynésie française,

présenté au nom de la commission des institutions, des  
affaires internationales et européennes, de la solidarité,  
de l'emploi et des relations avec les communes,

par Monsieur le représentant Jean-Christophe  
BOUISSOU

---

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 3505/PR du 20 juin 2013, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération relative au Haut Conseil de la Polynésie française.

Le présent projet de délibération, ainsi que le projet de loi du pays portant sur le même objet dont est simultanément saisie l'assemblée de la Polynésie française, visent à fixer les règles relatives à la mission générale, aux attributions, au fonctionnement et à la composition, ainsi qu'au statut des membres du Haut Conseil de la Polynésie française.

Il apparaît en effet nécessaire de recréer cette institution collégiale, autorité consultative indépendante, chargée d'éclairer par ses avis le gouvernement et l'assemblée de la Polynésie française sur la légalité de leurs actes et, plus généralement, de contribuer au renforcement de leur sécurité juridique et à l'amélioration de la qualité du droit qu'ils produisent.

En effet, seule une autorité indépendante, détachée des sujétions et contraintes inhérentes à l'administration active et disposant du temps nécessaire pour la réflexion peut s'imposer, dans la durée, comme un organe efficace de conseil et de proposition qui sera tout à la fois la « mémoire » des institutions de la Polynésie française en matière de droit applicable localement, et un utile instrument au service de la qualité des textes qu'elles édictent.

Si les autorités politiques, dotées de la légitimité conférée par le suffrage universel, doivent toujours conserver le pouvoir de décision qui leur est conféré par la Constitution et par la loi organique portant statut du Pays, elles ont tout intérêt à être pleinement éclairées des conséquences juridiques de leurs choix, comme à être conseillées sur la meilleure méthode de rédaction de leurs actes.

Au niveau national, le Conseil d'État remplit ce rôle éminent de conseiller du Gouvernement, d'ailleurs prévu par la Constitution elle-même. En Nouvelle-Calédonie, le Conseil d'État donne également son avis sur les projets et propositions de lois du pays. D'autres États – *notamment la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie ou le Luxembourg et même Monaco* – disposent d'un organe consultatif de même nature.

En Polynésie française, le législateur organique statutaire avait, dans sa sagesse, institué en 2004, à l'occasion de la refonte de notre statut d'autonomie dans un cadre constitutionnel rénové, un « Haut conseil » chargé déjà de donner son avis sur les projets et propositions de lois du pays et aussi sur les questions qui lui étaient soumises par le Président de la Polynésie française.

Malheureusement, cet organe a été inopportunément supprimé par la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2011, sans raison valable, sinon par pur dogmatisme et sans qu'il soit mené une étude sérieuse sur son utilité.

Il est donc proposé aujourd'hui de recréer un Haut Conseil doté non seulement des attributions qui étaient auparavant dévolues à son prédécesseur, mais aussi de nouvelles et importantes missions.

Ce faisant, tant la présente délibération que la loi du pays qui la complète, s'inscrivent pleinement et naturellement dans le cadre du statut d'autonomie, qui laisse aux institutions du Pays une large marge d'organisation de ses services. Se doter d'une autorité consultative disposant de garanties d'indépendance, relève, à l'évidence, de l'autonomie dont le Pays dispose en vertu de la Constitution et de la loi organique statutaire.

Il faut y insister : la qualité du droit produit par les institutions de la Polynésie française, c'est-à-dire son intelligibilité, son accessibilité et sa conformité aux normes supérieures de l'ordre juridique (*Constitution, loi organique statutaire, engagements internationaux, principes généraux du droit*), est une condition première de la crédibilité même du statut d'autonomie. À quoi sert-il, en effet, d'être doté de très importantes compétences si, par amateurisme ou par inertie, soit l'on néglige purement et simplement de les exercer, soit on expose la collectivité, par l'édiction d'actes législatifs et réglementaires mal rédigés, à des contentieux longs et coûteux, facteurs d'incertitudes politiques et économiques et d'insécurité pour les citoyens comme pour les acteurs de la vie économique et sociale ? La bonne application du statut d'autonomie suppose une parfaite et consciente maîtrise, par les institutions, de la qualité de leur production normative.

Il importe donc que la Polynésie française, et d'abord son gouvernement, dont émane ou qui prépare la plus grande partie des textes intervenant dans le champ des compétences du Pays, puissent être conseillés et éclairés dans la rédaction de ses projets d'actes législatifs et réglementaires par des experts dont l'action s'inscrira dans la longue durée.

Ce rôle consultatif trouvera d'autant plus à exercer que des pans entiers du statut d'autonomie sont demeurés en jachère depuis son entrée en vigueur en 2004 : ainsi, le Pays n'a-t-il pratiquement pas utilisé ses compétences en matière de droit civil ou en matière de droit commercial alors que d'importantes réformes intervenaient pourtant en métropole dans ces domaines. Il en résulte que le droit applicable en Polynésie française a « vieilli » faute d'être actualisé. De même, la participation aux compétences de l'État, notamment dans le domaine législatif, est-elle restée pratiquement lettre morte alors que le statut confère de très importantes prérogatives aux institutions de la Polynésie française, telles que celles de réglementer les conditions de séjour des étrangers et même de délivrer les titres de séjour. Dans ces domaines, le Haut Conseil pourra être sollicité pour préparer, avec le temps nécessaire à une réflexion approfondie, les textes qui lui seront demandés par le gouvernement.

Des textes mieux rédigés, soumis à l'examen critique et impartial d'un organe collégial indépendant et disposant de la longue durée et du recul nécessaire face à l'action administrative quotidienne, seront ainsi source d'un droit plus stable, plus respecté, plus « sécurisant » pour les citoyens et les acteurs économiques et sociaux.

Mais le Haut Conseil ne doit pas être seulement le conseiller du gouvernement. Il convient également de prévoir sa saisine par l'assemblée de la Polynésie française, dans les conditions que celle-ci déterminera mais aussi, s'agissant de l'examen des questions de conflits d'intérêts et de déontologie, par les agents publics concernés eux-mêmes. Le Haut Conseil doit également pouvoir devenir le « tiers de référence » dans le cadre des procédures préalables de recours administratif obligatoire aux recours contentieux ; il doit aussi pouvoir exercer en outre une mission de médiation.

Enfin, le Haut conseil doit également exercer une mission générale de proposition en ce qui concerne la simplification du droit, l'amélioration de sa lisibilité et de son accessibilité, ainsi que dans le domaine du renforcement des droits des usagers dans leurs relations avec l'administration. Dans ce domaine, les potentialités du statut d'autonomie ont été trop méconnues et il est temps de donner aux citoyens des garanties nouvelles, dans le cadre d'un droit local modernisé.

Le présent projet de délibération prévoit donc, successivement, la mission générale du Haut Conseil, ses attributions, ses règles de fonctionnement, la composition et le statut de ses membres.

\* \* \* \*

Le **titre I<sup>er</sup>** (articles 1<sup>er</sup> à 5) expose la mission générale du Haut Conseil : ces dispositions sont identiques à celles qui figurent dans le projet de loi du pays accompagnant le présent projet de délibération.

\* \* \* \*

Le **titre II** (articles 6 à 17) est relatif aux attributions du Haut Conseil.

L'**article 6** expose les cas dans lesquels le Haut Conseil est saisi par le Président de la Polynésie française.

Le **I de l'article 6** est relatif aux cas de saisine obligatoire : il s'agit des projets de loi du pays et des projets de délibération à caractère réglementaire.

Le Haut Conseil sera également saisi des projets d'arrangement administratif et de convention de coopération décentralisée prévus aux articles 16 et 17 de la loi organique statutaire ainsi que de la convention en matière audiovisuelle prévue à l'article 25 de cette même loi organique.

Le **II de l'article 6** prévoit que le Haut Conseil sera saisi d'autres actes du Président de la Polynésie française ou du gouvernement pour lesquels sa consultation préalable est nécessaire. Ainsi, des projets de saisine du Conseil constitutionnel en application du I de l'article 12 de la loi organique du 27 février 2004 - *lorsque le Pays entend contester une intrusion du pouvoir législatif national dans le domaine de ses compétences* - et des projets de saisine du tribunal administratif de Polynésie française ou du Conseil d'État, selon le cas, en application des articles 175. En outre, le Haut Conseil sera saisi des projets de recours tendant à obtenir le déclassement des lois du pays en application des articles 180 et 180-5 de la loi organique statutaire.

En vertu du **III de l'article 6** et conformément à sa mission générale en matière de prévention des conflits d'intérêts et de déontologie, ainsi que d'amélioration de la qualité du droit et de la sécurité juridique, le Haut Conseil sera systématiquement consulté par le Président de la Polynésie française sur ses projets d'instructions générales ou de circulaires portant sur la codification, la simplification ou l'amélioration de la qualité du droit et son accessibilité, sur les relations des usagers avec les administrations ainsi que sur la déontologie et la prévention des conflits d'intérêts.

Aux termes du **IV de l'article 6**, il sera également saisi dans tous les autres cas où sa consultation est prévue par une loi du pays, une délibération ou un arrêté. Le gouvernement et l'assemblée pourront ainsi, au cas par cas, instituer d'autres hypothèses de consultation obligatoire du Haut Conseil.

L'**article 7** est relatif aux cas de consultation facultative du Haut Conseil par le Président de la Polynésie française sur toute question juridique : les exemples donnés par les 1<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup> sont essentiellement indicatifs et destinés à éclairer l'administration sur les potentialités ouvertes par la création du Haut Conseil.

L'**article 8** dispose qu'à la demande du Président de la Polynésie française, le Haut Conseil réalise toute étude, et qu'il rédige les projets de texte qui lui sont demandés. Dans ces occurrences, le Haut Conseil pourra donc jouer un rôle de rédacteur de premier plan d'avant-projets de texte dont il appartiendra ensuite au gouvernement de décider la suite qu'il leur donnera.

L'**article 9** rappelle, à toutes fins utiles, que le Président de la Polynésie française peut déléguer aux ministres, à son directeur de cabinet ou au secrétaire général du gouvernement la signature des saisines du Haut Conseil. *A contrario*, et sauf le cas prévu à l'article 15 (*alinéa 2*) relatif à la consultation du Haut Conseil en matière de déontologie, les ministres ne pourront pas saisir le Haut Conseil s'ils n'ont pas reçu la délégation de signature afférente.

L'article 10 dispose que le Haut Conseil peut être saisi par le président de l'assemblée de toute question liée à l'application du statut de la Polynésie française. Il rappelle en outre les termes de la loi du pays relative au Haut Conseil, prévoyant qu'il émet un avis sur les propositions de loi du pays ou les propositions de délibérations déposées sur le bureau de l'assemblée de la Polynésie française et non encore examinées en commission, dont il est saisi par le président de l'assemblée dans les conditions prévues par le règlement intérieur de celle-ci. Cette matière relève en effet du règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française, conformément à la loi organique statutaire, et il appartiendra à notre assemblée de décider des modalités concrètes de saisine du Haut Conseil sur une proposition de loi du pays.

L'article 11 rappelle que le Haut Conseil peut, de sa propre initiative, se saisir de toute question entrant dans le champ de sa mission telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, et formuler toute proposition utile.

L'article 12 détermine le contenu des avis rendus par le Haut Conseil sur les projets de textes dont il est saisi et la portée de ses avis. Ainsi, les avis du Haut Conseil seront donnés par un rapport motivé contenant des conclusions et, le cas échéant, un contre-projet.

S'il estime un projet ou une proposition de loi du pays contraire à la Constitution, aux conventions et traités internationaux, ainsi qu'aux principes généraux du droit, le Haut Conseil en fera mention dans son avis. Il procédera de même, s'il estime un projet ou une proposition de délibération ou de règlement contraire à une norme de droit supérieure.

En ce qui concerne les saisines obligatoires du Haut Conseil, dont le champ d'application est défini à l'article 6 I et IV, le gouvernement ne pourra ensuite arrêter son choix, une fois l'avis du Haut conseil rendu, qu'entre le texte de son projet initial ou celui résultant de l'avis, ce choix s'opérant disposition par disposition. S'il est envisagé, après que l'avis du Haut Conseil aura été rendu, d'insérer de nouvelles modifications du texte du projet initial, le Haut Conseil devra en être de nouveau saisi. Il s'agit là de la transposition en Polynésie française des dispositions régissant les relations entre le Gouvernement de la République et le Conseil d'État, et qui visent à permettre à l'organe consultatif de jouer pleinement son rôle.

L'article 13 est relatif au caractère confidentiel des avis donnés par le Haut Conseil. Ces avis seront communiqués à l'institution qui les a sollicités et qui seule pourra décider de les rendre publics. Toutefois, avec l'accord de l'autorité qui les a sollicités, les avis du Haut Conseil peuvent être publiés ou mentionnés dans le rapport annuel mentionné à l'article 28.

L'article 14 reproduit les dispositions contenues sur ce point dans le projet de loi du pays relatives à la saisine du Haut Conseil en matière de prévention des conflits d'intérêts et de déontologie dans le secteur public. Ainsi, le Haut Conseil pourra rendre des avis à la demande de toute personne exerçant une fonction ou un mandat public en Polynésie française, autres que relevant des services ou des établissements publics de l'État, sur les questions d'ordre déontologique qu'elle rencontre dans l'exercice de sa mission. Ces avis, ainsi que les documents sur la base desquels ils sont rendus, seront naturellement secrets.

Le Haut Conseil pourra être consulté sur toute question d'ordre général ou toute question particulière se posant en matière de déontologie et de prévention des conflits d'intérêts, par le Président de la Polynésie française, les ministres ou le président de l'assemblée de la Polynésie française.

Le Haut Conseil pourra notamment être saisi du cas des agents publics qui quittent leurs fonctions pour exercer une activité dans le secteur privé : il pourra ainsi examiner si l'activité lucrative, salariée ou non, dans une entreprise ou un organisme privé ou toute activité libérale qu'envisage d'exercer la personne concernée, porte atteinte à la dignité des fonctions précédemment exercées ou risque de compromettre ou de mettre en cause le fonctionnement normal, l'indépendance ou la neutralité du service.

L'article 15 est relatif à la saisine du Haut Conseil dans l'hypothèse de l'institution par la Polynésie française, dans le souci de réduire les recours contentieux, d'un mécanisme de recours administratif préalable obligatoire. Dans cette occurrence, et si une loi du pays, une délibération ou un arrêté le prévoit, le Haut Conseil pourra jouer le rôle du « tiers de référence » auquel il peut être alors recouru : indépendant des parties au litige que sont l'auteur du recours et l'auteur de la décision contestée, il pourra, à la demande de l'auteur de ce recours, être consulté préalablement à la décision de l'auteur de l'acte se prononçant sur ledit recours. L'auteur du recours, assisté de son conseil s'il le souhaite, et l'auteur de la décision – ou son représentant – pourront être entendus par le Haut Conseil.

L'article 16 prévoit que le Haut Conseil pourra exercer une mission de médiation.

\* \* \* \*

Le titre III (articles 17 à 28) traite des conditions de fonctionnement du Haut Conseil.

Sont ainsi détaillés le rôle éminent du président du Haut Conseil (articles 17 et 19), et précisés la composition et le rôle du bureau (article 18). L'article 20 est relatif au quorum des séances. L'article 21 est relatif aux informations et à l'assistance que le Haut Conseil et son rapporteur reçoivent des administrations pour l'examen des textes qui sont soumis à l'institution, tandis que l'article 22 prévoit la participation aux séances du Haut Conseil des représentants des ministres. L'article 23 précise les dispositions applicables à l'examen des propositions de loi du pays ou de délibérations.

L'article 24 prévoit que les séances du Haut Conseil ne sont pas publiques : tous ceux qui assistent à ses travaux ne peuvent en divulguer publiquement la teneur et notamment le contenu des votes et opinions qui sont exprimés par chacun des membres de l'institution sur les affaires qui y sont examinées, sauf à encourir les sanctions prévues par l'article 226-13 du code pénal.

L'article 25 est relatif aux délais dont doit disposer le Haut Conseil pour rendre utilement son avis. Dans tous les cas, le Haut Conseil devra disposer d'un délai raisonnable pour se prononcer, eu égard à la complexité des questions qui lui sont soumises, sauf à rendre sa consultation sans intérêt réel, puisque le Haut Conseil ne pourra utilement exercer sa mission que si sa capacité de réflexion collégiale n'est pas obérée par des considérations d'urgence à court terme.

Le Haut Conseil statuera normalement dans le délai d'un mois à compter de sa saisine sur les projets et propositions de loi du pays ou de délibérations. En cas d'urgence, ce délai pourra être abrégé sur la demande du Président de la Polynésie française mais cette demande devra être spécialement motivée et demeurer exceptionnelle.

Pour l'examen des autres projets ou propositions de textes et de toute autre question qui lui est soumise, le délai qui lui sera imparti pour statuer sera fixé d'un commun accord entre le président du Haut Conseil et l'administration dont émane la demande.

Le Haut Conseil adaptera naturellement, et autant que possible, son fonctionnement aux cas d'urgence qui sont invoqués par les administrations qui le saisissent. Il va de soi que, lorsque ces administrations sont elles-mêmes tenues par des délais stricts pour statuer (*par exemple pour saisir une juridiction ou pour répondre à une demande d'avis émanant des autorités de la République*), le Haut Conseil ne pourra disposer que d'un délai réduit d'autant pour donner son avis. Il faut toutefois prévoir l'hypothèse où, hors les cas pour lesquels la consultation du Haut Conseil est obligatoire, son président pourra décliner la compétence du Haut Conseil, lorsque les délais envisagés pour qu'il rende un avis ne seront pas raisonnables eu égard à la complexité des questions posées.

En l'absence d'avis rendu dans le délai imparti, celui-ci sera réputé donné.

Les articles 26 à 28 traitent des locaux du Haut Conseil, du budget et du rapport annuel d'activités.

\* \* \* \*

Le titre IV (articles 29 à 38) est relatif à la composition du Haut Conseil et au statut de ses membres. Il prévoit en particulier les garanties destinées à assurer leur indépendance et leur impartialité : durée du mandat, conditions de constatation de leur empêchement ou de leur démission d'office, règles déontologiques, etc.

Il est prévu d'instituer trois catégories distinctes de membres, afin tout à la fois d'assurer la permanence de l'institution, de lui apporter les concours ponctuels nécessaires à l'exercice de sa mission, et de lui permettre de contribuer à la formation continue des jeunes juristes de Polynésie française.

Le Haut Conseil comprendra, outre son président, des conseillers, des conseillers associés et des auditeurs.

Le président du Haut Conseil sera choisi parmi les conseillers d'État ou les magistrats du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel ayant le grade de président.

Les conseillers, dont le nombre ne pourra être inférieur à trois, seront choisis parmi les personnes possédant une compétence et une expérience reconnues qui, soit sont des fonctionnaires, en activité ou retraités, de catégorie A, soit possèdent un diplôme d'études juridiques de niveau au moins égal au master. Ils pourront exercer leurs fonctions à temps complet, à temps partiel ou dans le cadre d'un régime de vacations. Ainsi, le Haut Conseil pourra-t-il être constitué de membres se consacrant à temps plein à la marche de l'institution – *soit, à tout le moins, le président et deux conseillers* – et d'autres membres, néanmoins permanents – *et à ce titre membres du bureau du Haut Conseil* – qui pourront exercer leur mandat concomitamment avec une autre activité, dans le secteur public ou dans le secteur privé (*par exemple un avocat*), à l'exception toutefois de tout mandat électif. Les conseillers pourront également être choisis parmi des retraités du secteur public ou du secteur privé.

Le président et les conseillers forment les membres permanents du Haut Conseil. À ce titre, la durée de leur mandat ne peut pas être inférieure à quatre ans, conformément à l'article LP 2 de la loi du pays relative au Haut Conseil. Il est donc proposé de fixer à six ans la durée du mandat du président, et à quatre ans celle des conseillers.

Les conseillers associés – qui ne seront pas des membres permanents – seront nommés, sur proposition du président du Haut Conseil ou sur son avis conforme, soit pour une durée au plus égale à un an, soit pour participer, pendant la même durée, à l'examen d'affaires déterminées. Ils seront choisis en fonction de leurs connaissances approfondies ou de leur expérience particulière et reconnue dans les différents domaines du droit ou des activités publiques. Les conseillers associés ont donc vocation à ne siéger, sur invitation du président, pour l'examen d'affaires déterminées, en fonction de leur expertise. Ces membres du Haut Conseil ont vocation à être désignés naturellement en fonction du bénéfice que leur expertise dans un domaine déterminé, ou dans une activité déterminée, qu'elle soit publique ou privée, apportera aux travaux du Haut Conseil, au gré de ses besoins et compte tenu des travaux qui pourront lui être demandés par le gouvernement. Le recrutement des conseillers associés pourra ainsi s'opérer d'abord dans le milieu universitaire. Afin de permettre le plus large choix dans la désignation pour ce mandat temporaire des meilleurs experts, la condition de nationalité française ne sera pas opposable à leur nomination.

Le mandat du président, des conseillers et des conseillers associés sera renouvelable.

Enfin, le Haut Conseil comprendra des auditeurs, qui seront choisis, après appel à candidature, parmi les étudiants en master des disciplines juridiques de l'Université de la Polynésie française, parmi les Allocataires Temporaires d'Enseignement et de Recherche (ATER) ou les doctorants de la même université, ou parmi les agents publics de la Polynésie française ou de ses établissements publics, ou de la fonction publique communale de la Polynésie française, titulaires ou contractuels, recrutés depuis moins de cinq ans.

L'objectif est ici de contribuer à la formation complémentaire des jeunes juristes de la Polynésie française en leur permettant d'acquérir une meilleure connaissance dans le domaine de la rédaction des textes normatifs et de l'étude pratique de questions juridiques complexes.

Les modalités générales de leur participation aux travaux du Haut Conseil seront fixées par son bureau. En outre, des modalités particulières seront prévues par la convention signée entre le président et chaque auditeur ainsi, le cas échéant, qu'avec l'autorité qui l'emploie ou l'autorité universitaire : il s'agit là d'aménager les conditions dans lesquelles ils exerceront leurs études ou leur emploi avec les contraintes inhérentes à la participation aux travaux de l'institution. Les auditeurs feront l'objet d'une évaluation. Ils seront nommés pour une durée d'un an renouvelable une fois.

L'**article 34** détermine les modalités selon lesquelles il est donné acte de la démission d'un membre du Haut Conseil.

L'**article 35** prévoit qu'il peut être mis fin aux fonctions de tout membre du Haut Conseil atteint d'un empêchement définitif, sur proposition du bureau.

L'**article 36** renvoie à un arrêté pris en conseil des ministres, sur la proposition du Haut Conseil, pour déterminer les devoirs et obligations de ses membres destinées à préserver la dignité et l'impartialité de leurs fonctions ainsi qu'à prévenir les conflits d'intérêts. Il s'agit de définir un ensemble de règles de conduite : déontologie générale, devoir de réserve dans l'expression publique sur les questions susceptibles d'être étudiées par le Haut Conseil ; activités incompatibles avec des fonctions au Haut Conseil ; activités accessoires pouvant être exercées par le président et les conseillers ; participation à des activités d'intérêt général au sein des administrations et services publics de la Polynésie française (tels que les jurys de concours) ; protection du secret et de la confidentialité des délibérations et des travaux de l'institution. La Polynésie française sera tenue de protéger les membres du Haut Conseil contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en résulterait.

L'**article 37** envisage le cas où un membre du Haut Conseil sera démis d'office de ses fonctions pour avoir méconnu ses devoirs et obligations et notamment celles fixées en application de l'article 36, ou qui aura été absent de manière injustifiée : la procédure prévue, qui respectera les droits de la défense, donne au président du Haut Conseil, après avis du bureau, la possibilité de demander au gouvernement la démission d'office du membre concerné.

L'**article 38** prévoit que la rémunération des membres du Haut Conseil tiendra notamment compte de leurs responsabilités respectives au sein de l'institution, de l'importance et de la qualité des travaux et missions qui leur sont confiés et leur assiduité aux séances et travaux. Nonobstant toute disposition contraire, elle sera fixée, pour chacun d'eux, par voie contractuelle.

\* \* \* \*

Les **articles 39 à 42** du **titre V** comportent les dispositions diverses et transitoires nécessaires à l'application de la présente délibération.

\*

\* \*

Compte tenu de ces éléments, le rapporteur propose à ses collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission des institutions, des affaires internationales et européennes, de la solidarité, de l'emploi et des relations avec les communes, d'adopter le projet de délibération ci-joint.

LE RAPPORTEUR

Jean-Christophe BOUISSOU

**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

-----  
NOR : SGG103118DL

**DÉLIBÉRATION N° 2013-49/APF**

**DU 11 JUILLET 2013**

---

relative au Haut Conseil de la Polynésie française

---

**L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le texte adopté n° 2013-17 LP/APF du 11 juillet 2013 relative au Haut Conseil de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 850 CM du 20 juin 2013 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2821/2013/APF/SG du 2 juillet 2013 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 58-2013 du 27 juin 2013 de la commission des institutions, des affaires internationales et européennes, de la solidarité, de l'emploi et des relations avec les communes ;

Dans sa séance du 11 juillet 2013 ;

**A D O P T E :**

**TITRE I - MISSION GÉNÉRALE**

**Article 1<sup>er</sup>.**- Le Haut Conseil de la Polynésie française est, auprès des institutions de la Polynésie française, une autorité consultative indépendante.

Par ses avis, propositions et recommandations, le Haut Conseil contribue à la sécurité juridique des actes des institutions de la Polynésie française, à l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité du droit applicable en Polynésie française, ainsi qu'à sa diffusion.

Le Haut Conseil exerce en outre, dans le domaine des compétences de la Polynésie française, une mission de prévention des conflits d'intérêts et de protection des règles déontologiques applicables aux titulaires de fonctions publiques.

Il contribue, par ses conseils et son expertise, à la mise en œuvre de la participation de la Polynésie française à l'exercice des compétences de l'État.

Dans l'exercice de ses attributions, le Haut Conseil ne reçoit d'instruction d'aucune autorité

Ses membres exercent leurs fonctions avec dignité, impartialité et probité.



**Article 2.-** Le Haut Conseil participe à la confection des lois du pays. Il est saisi par le Président de la Polynésie française des projets établis par le gouvernement.

**Article 3.-** Le Haut Conseil émet un avis sur les propositions de loi du pays, déposées sur le bureau de l'assemblée de la Polynésie française et non encore examinées en commission, dont il est saisi par le président de l'assemblée dans les conditions prévues par le règlement intérieur de celle-ci.

**Article 4.-** Le Haut Conseil peut être consulté par le Président de la Polynésie française sur les difficultés qui s'élèvent en matière administrative.

**Article 5.-** Le Haut Conseil peut, de sa propre initiative, attirer l'attention des institutions sur les réformes d'ordre législatif, réglementaire ou administratif qui lui paraissent conformes à l'intérêt général.

## **TITRE II – ATTRIBUTIONS**

**Article 6.- I. -** Le Haut Conseil est saisi par le Président de la Polynésie française, avant leur délibération en conseil des ministres :

1° des projets de loi du pays ;

2° des projets de délibération à caractère réglementaire ;

3° des projets de convention mentionnés aux articles 16, 17 et 25 de la loi organique du 27 février 2004.

**II. -** Le Haut Conseil est également saisi :

1° des projets de saisine du Conseil constitutionnel en application du I de l'article 12 de la loi organique du 27 février 2004 ;

2° des projets de saisine du tribunal administratif de Polynésie française ou du Conseil d'État, selon le cas, en application de l'article 175 de la loi organique du 27 février 2004 ;

3° des projets de recours tendant à obtenir le déclassement des lois du pays en application des articles 180 et 180-5 de la loi organique du 27 février 2004.

**III. -** Le Haut Conseil est saisi par le Président de la Polynésie française des projets d'instructions générales ou de circulaires relatives à la codification, à la simplification ou à l'amélioration de la qualité du droit et de son accessibilité ou aux relations des usagers avec les administrations, ainsi qu'à la déontologie et à la prévention des conflits d'intérêts.

**IV. -** Le Haut Conseil est également saisi dans tous les autres cas où sa consultation est prévue par une loi du pays, une délibération ou un arrêté.

**Article 7.-** Le Haut Conseil peut être saisi par le Président de la Polynésie française de toute question juridique, et notamment :

1° des projets de textes réglementaires, individuels ou particuliers autres que ceux dont il est saisi en application de l'article 6 ci-dessus ;

2° des projets d'avis ou de vœu à délibérer par le conseil des ministres en application des articles 10 et 97 de la loi organique du 27 février 2004 ;

3° des projets d'amendements aux projets ou propositions de loi du pays ou de délibération que le gouvernement envisage de soumettre à l'assemblée de la Polynésie française ;

4° des projets de convention à conclure par la Polynésie française dans des occurrences qui présentent une difficulté juridique particulière et un enjeu très important ;

5° des recours et mémoires devant les juridictions, tant en action qu'en intervention ou en défense, lorsque l'importance de l'affaire le justifie.

**Article 8.-** À la demande du Président de la Polynésie française, le Haut Conseil réalise toute étude. Il rédige les projets de texte qui lui sont demandés.

**Article 9.-** Le Président de la Polynésie française peut déléguer aux ministres, à son directeur de cabinet et au secrétaire général du gouvernement la signature des saisines du Haut Conseil.

**Article 10.-** Le Haut Conseil peut être saisi par le président de l'assemblée de toute question liée à l'application du statut de la Polynésie française.

Il peut également être saisi pour avis des propositions de saisine prévues au II de l'article 12 de la loi organique du 27 février 2004 ainsi que des propositions de recours tendant à obtenir le déclassement des lois du pays en application des articles 180 et 180-5.

Il émet un avis sur les propositions de loi du pays ou de délibération, déposées sur le bureau de l'assemblée de la Polynésie française et non encore examinées en commission, dont il est saisi par le président de l'assemblée dans les conditions prévues par le règlement intérieur de celle-ci.

**Article 11.-** Le Haut Conseil peut, de sa propre initiative, se saisir de toute question entrant dans le champ de sa mission, telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, et formuler toute proposition utile.

**Article 12.-** Les avis du Haut Conseil sont donnés par un rapport motivé contenant des conclusions et, le cas échéant, un contre-projet.

S'il estime un projet ou une proposition de loi du pays contraire à la Constitution, aux conventions et traités internationaux, ainsi qu'aux principes généraux du droit, le Haut Conseil en fait mention dans son avis. Il en fait de même, s'il estime un projet ou une proposition de délibération ou de règlement contraire à une norme de droit supérieure.

Lorsqu'il a saisi le Haut Conseil d'un projet de loi du pays, d'un projet de délibération ou d'un projet d'arrêté, en application du I ou du IV de l'article 6, le gouvernement ne peut arrêter son choix, une fois l'avis du Haut conseil rendu, qu'entre le texte de son projet initial ou celui résultant de l'avis, ce choix s'opérant disposition par disposition. S'il est envisagé, après que l'avis du Haut Conseil ait été rendu, d'insérer de nouvelles modifications du texte du projet initial, le Haut Conseil doit en être de nouveau saisi.

**Article 13.-** Les avis du Haut Conseil sont communiqués à l'institution qui les a sollicités et qui seule peut décider de les rendre publics.

Avec l'accord de l'autorité qui les a sollicités, les avis du Haut Conseil peuvent être publiés ou mentionnés dans le rapport annuel prévu à l'article 28.

Le Haut Conseil peut décider de rendre publiques les propositions et recommandations qu'il émet en application de la mission générale qui lui est confiée par les articles 1<sup>er</sup> et 5.

**Article 14.-** Le Haut Conseil de la Polynésie française rend des avis à la demande de toute personne exerçant une fonction ou un mandat public en Polynésie française, autres que relevant des services ou des établissements publics de l'État, sur les questions d'ordre déontologique qu'elle rencontre dans l'exercice de sa mission. Ces avis, ainsi que les documents sur la base desquels ils sont rendus, sont secrets.

Il peut être consulté sur toute question d'ordre général ou toute question particulière se posant en matière de déontologie et de prévention des conflits d'intérêts, par le Président de la Polynésie française, les ministres ou le président de l'assemblée de la Polynésie française.

Saisi en application des deux alinéas précédents, le Haut Conseil peut notamment examiner si l'activité lucrative, salariée ou non, dans une entreprise ou un organisme privé ou toute activité libérale qu'envisage d'exercer une personne mentionnée au premier alinéa quittant ses fonctions, porte atteinte à la dignité des fonctions précédemment exercées ou risque de compromettre ou de mettre en cause le fonctionnement normal, l'indépendance ou la neutralité du service.

**Article 15.-** Lorsqu'est institué, par une loi du pays ou une délibération, une procédure de recours administratif préalable aux recours contentieux formés à l'encontre d'actes des institutions de la Polynésie française ou de ses établissements publics, la loi du pays ou la délibération peut prévoir la consultation du Haut Conseil, à la demande de l'auteur de ce recours, préalablement à la décision de l'auteur de l'acte se prononçant sur ledit recours.

Les modalités d'application du présent article sont fixées en tant que besoin, le Haut Conseil entendu, par arrêtés pris en conseil des ministres.

Lorsqu'il est saisi en application du présent article, le Haut Conseil peut entendre l'auteur du recours, qui peut se faire assister par son conseil, et l'auteur de la décision ou son représentant.

**Article 16.-** Le Haut Conseil peut exercer une mission de médiation.

### TITRE III – FONCTIONNEMENT

**Article 17.-** Le président du Haut Conseil dirige et coordonne ses travaux. Il est le garant de la discipline au sein du Haut Conseil et de la continuité de son activité.

Il convoque les membres chaque fois que de besoin, soit en formation plénière, soit dans des formations restreintes, et établit l'ordre du jour des séances. Il dispense les membres, sur présentation par eux d'une excuse valable, de participer aux séances et réunions de travail.

Il désigne le rapporteur ou des co-rapporteurs pour l'examen de chaque affaire.

Il appelle, le cas échéant, à siéger les conseillers associés pour l'examen des affaires au titre desquelles ils sont appelés à participer aux travaux du Haut Conseil.

Il autorise la participation aux travaux du Haut Conseil, à titre consultatif, de toute personne dont la présence lui paraît utile.

Il peut faire appel à des prestataires de services.

Il propose au gouvernement, parmi les fonctionnaires de catégorie A, la nomination du secrétaire général du Haut Conseil.

Le président du Haut Conseil représente l'institution à l'extérieur. Il est seul habilité à s'exprimer en son nom.

Il tient régulièrement informé le Président de la Polynésie française de l'activité du Haut Conseil.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par un conseiller à qui il a expressément délégué ses pouvoirs ou, à défaut, par le plus ancien conseiller présent, dans l'ordre du tableau.

**Article 18.-** Le président et les conseillers forment, avec le secrétaire général, le bureau du Haut Conseil.

Le bureau délibère sur toutes les affaires d'ordre intérieur qui lui sont soumises par le président, et notamment :

- 1° le règlement intérieur de l'institution ;
- 2° la rédaction du rapport annuel ;
- 3° le respect des règles déontologiques par les membres de l'institution ;
- 4° les conditions d'emploi et l'évaluation des auditeurs ;
- 5° de manière générale, le fonctionnement de l'institution.

Le président réunit le bureau chaque fois qu'il l'estime nécessaire. Il formalise et met en œuvre les décisions qui y sont prises.

**Article 19.-** Le président fait établir par le secrétaire général et signe les procès-verbaux des séances du Haut Conseil et de son bureau.

Il signe tous avis, propositions et recommandations adoptés par le Haut Conseil et les transmet aux autorités intéressées.

Le président du Haut Conseil assure la conservation des archives de l'institution dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

**Article 20.-** Les avis, propositions ou recommandations du Haut Conseil sont adoptés à la majorité des voix des conseillers ainsi que du rapporteur ou des co-rapporteurs.

Les conseillers associés et les auditeurs ont voix délibérative à l'occasion des affaires qu'ils rapportent.

Les membres du Haut Conseil appelés à voter ne peuvent s'abstenir.

Le président a voix prépondérante en cas de partage.

Le Haut Conseil ne peut valablement siéger qu'en présence de son président et d'au moins deux conseillers.

**Article 21.-** Le Haut Conseil reçoit du secrétaire général du gouvernement et des directeurs et chefs de service de la Polynésie française tous éléments utiles à l'accomplissement de sa mission.

Il reçoit notamment communication, par le président de la Polynésie française, des avis prévus à l'article 175 de la loi organique du 27 février 2004.

Le rapporteur désigné pour instruire une affaire soumise au Haut Conseil dans les cas prévus aux articles 6 à 8 peut solliciter de l'administration dont émane le projet tous éléments utiles. Il peut organiser des réunions de travail avec les représentants de cette administration.

**Article 22.-** Les représentants des ministres, spécialement désignés par eux à cet effet à l'occasion de chaque affaire, participent aux travaux du Haut Conseil pour l'examen des projets de loi du pays, des projets de délibération et des projets d'arrêtés.

**Article 23.-** Pour l'examen des propositions de loi du pays et de délibérations, le Haut Conseil peut entendre les représentants auteurs du texte, ou les personnes qu'ils désignent à cet effet parmi leurs collaborateurs ou les agents des services de l'assemblée de la Polynésie française, ainsi que les personnes désignées par le président de l'assemblée.

**Article 24.-** Les séances du Haut Conseil ne sont pas publiques. Tous ceux qui assistent à ses travaux ne peuvent en divulguer publiquement la teneur et notamment le contenu des votes et opinions qui sont exprimés par chacun des membres de l'institution sur les affaires qui y sont examinées, sous les sanctions prévues par l'article 226-13 du code pénal.

**Article 25.-** Le Haut Conseil statue dans le délai d'un mois à compter de sa saisine, sur les projets et propositions de loi du pays ou de délibérations. En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé sur la demande spécialement motivée du Président de la Polynésie française.

Pour l'examen des autres projets ou propositions de textes et de toute autre question qui lui est soumise, le délai qui lui est imparti pour statuer est fixé d'un commun accord entre le président du Haut Conseil et l'administration dont émane la demande.

Le Haut Conseil adapte autant que possible son fonctionnement aux cas d'urgence qui sont invoqués par les administrations qui le saisissent.

Dans tous les cas, le Haut Conseil doit disposer d'un délai raisonnable pour se prononcer.

Hors les cas pour lesquels la consultation du Haut Conseil est obligatoire, son président peut décliner la compétence du Haut Conseil, lorsque les délais envisagés pour qu'il rende un avis ne sont pas raisonnables eu égard à la complexité des questions posées.

En l'absence d'avis rendu dans le délai imparti, celui-ci est réputé donné.

**Article 26.-** Le Haut Conseil siège dans des locaux mis à sa disposition par le gouvernement de la Polynésie française.

**Article 27.-** Les crédits nécessaires à l'accomplissement de la mission du Haut Conseil sont inscrits au budget de la Polynésie française.

**Article 28.-** Le Haut Conseil établit et rend public un rapport annuel d'activités.

## TITRE IV – COMPOSITION – STATUT DES MEMBRES

**Article 29.-** Le Haut Conseil comprend un président, des conseillers, des conseillers associés et des auditeurs.

Le Président du Haut Conseil est nommé par arrêté pris en conseil des ministres.

Les conseillers et les conseillers associés sont nommés par le Président de la Polynésie française par arrêté pris après avis du conseil des ministres dans les conditions prévues au présent titre.

Les auditeurs sont nommés par arrêté du Président de la Polynésie française.  
Les membres du Haut Conseil doivent être de nationalité française.

Les fonctions de membre du Haut Conseil sont incompatibles avec l'exercice de tout mandat électif.

**Article 30.-** Le Président est choisi parmi les conseillers d'État ou les magistrats du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel ayant le grade de président. Il est nommé pour une durée de six ans. Son mandat est renouvelable.

**Article 31.-** Les conseillers, dont le nombre ne peut être inférieur à trois, sont choisis, après avis du président du Haut Conseil, parmi les personnes possédant une compétence et une expérience reconnues qui, soit sont fonctionnaires de catégorie A en activité ou retraités, ou équivalent, soit possèdent un diplôme d'études juridiques de niveau au moins égal au master. Ils sont nommés pour quatre ans. Ils peuvent exercer leurs fonctions à temps complet, à temps partiel ou dans le cadre d'un régime de vacations. Leur mandat est renouvelable.

**Article 32.-** Les conseillers associés sont nommés, sur proposition du président du Haut Conseil ou sur son avis conforme, soit pour une durée au plus égale à un an, soit pour participer, pendant la même durée, à l'examen d'affaires déterminées. Ils sont choisis en fonction de leurs connaissances approfondies ou de leur expérience particulière et reconnue dans les différents domaines du droit ou des activités publiques. Leur mandat est renouvelable. Les dispositions des deux derniers alinéas de l'article 29 ne leur sont pas applicables.

**Article 33.-** Les auditeurs sont nommés par arrêté du Président de la Polynésie française sur proposition du bureau du Haut Conseil, après appel à candidature, pour une durée d'un ou deux ans, renouvelable une fois, parmi les étudiants en master des disciplines juridiques, parmi les doctorants de la même université, ou parmi les agents publics de la Polynésie française ou de ses établissements publics, ou de la fonction publique communale de la Polynésie française, titulaires ou contractuels, recrutés depuis moins de cinq ans.

Ils participent aux travaux du Haut Conseil dans le but d'acquérir une formation approfondie aux techniques de légistique et d'amélioration de la qualité du droit. Les modalités générales de cette participation aux travaux de l'institution sont fixées par le bureau. En outre, des modalités particulières sont prévues par la convention signée entre le président et chaque auditeur ainsi, le cas échéant, qu'avec l'autorité qui l'emploie ou l'autorité universitaire.

Les auditeurs font l'objet d'une évaluation.

**Article 34.-** La démission d'un membre du Haut Conseil est adressée au président qui en informe immédiatement le Président de la Polynésie française ; il en est donné acte par arrêté délibéré en conseil des ministres, pour le président, et par arrêté du Président de la Polynésie française dans tous les autres cas. La démission prend alors effet dès qu'il en a été pris acte, sauf si son auteur a voulu lui conférer un effet différé ; dans ce dernier cas, elle ne peut plus être retirée dès lors qu'il en a été donné acte.

**Article 35.-** Il peut être mis fin aux fonctions de tout membre du Haut Conseil atteint d'un empêchement définitif, sur proposition du bureau, et dans les formes prévues à l'article précédent.

**Article 36.-** Un arrêté pris en conseil des ministres sur proposition du bureau du Haut Conseil détermine les devoirs et obligations de ses membres destinées à préserver la dignité et l'impartialité de leurs fonctions ainsi qu'à prévenir les conflits d'intérêts, et notamment :

- 1° les lignes directrices de la déontologie qui leur est applicable ;
- 2° le devoir de réserve dans l'expression publique sur les questions susceptibles d'être étudiées par le Haut Conseil ;
- 3° les activités incompatibles avec leurs fonctions au Haut Conseil ;
- 4° les activités accessoires que peuvent le président et les conseillers exercer ;
- 5° les règles relatives à leur participation à des activités d'intérêt général au sein des administrations et services publics de la Polynésie française ;
- 6° la protection du secret des délibérations et des travaux de l'institution.

La Polynésie française est tenue de protéger les membres du Haut Conseil contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

**Article 37.-** Tout membre du Haut Conseil qui aura méconnu ses devoirs et obligations, et notamment celles fixées en application de l'article précédent, ou qui aura été absent de manière injustifiée, pourra être démis d'office de son mandat dans les formes prévues à l'article 35, sur proposition du président après avis du bureau, et après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations.

Il est mis fin, dans les mêmes formes, aux fonctions du membre du Haut Conseil qui aura été définitivement condamné à une peine le privant du droit d'exercer une fonction publique.

**Article 38.-** La rémunération des membres du Haut Conseil tient notamment compte de leurs responsabilités respectives au sein de l'institution, de l'importance et de la qualité des travaux et missions qui leur sont confiés et leur assiduité aux séances et travaux. Nonobstant toute disposition contraire, elle est fixée, pour chacun d'eux, par voie contractuelle, y compris pour les agents de la Polynésie française, même détachés.

## **TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES**

**Article 39.-** Les dispositions de la présente délibération dérogent en tant que de besoin à toutes dispositions antérieures contraires, et notamment à celles portant statut des agents de la Polynésie française, dont aucune ne peut être appliquée ou interprétée comme limitant la portée des règles énoncées au titre IV ci-dessus.

Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente délibération.

**Article 40.-** Pour l'application de la présente délibération les agents non fonctionnaires de l'administration de catégorie CC1 sont assimilés aux fonctionnaires de catégorie A.

**Article 41.-** Des arrêtés pris en conseil des ministres, après avis ou sur proposition du Haut Conseil, déterminent les modalités d'application de la présente délibération.

**Article 42.- I.** - La présente délibération entre en vigueur dès la nomination du président du Haut Conseil et d'au moins deux conseillers et, au plus tard, le 1<sup>er</sup> octobre 2013.

**II.** - Pour l'application des articles 31 et 32, l'avis ou, selon le cas, la proposition ou l'avis conforme du président du Haut Conseil est valablement formulé sur la nomination des conseillers et des conseillers associés, alors même que l'arrêté le nommant a prévu une date différée pour son entrée en vigueur.

**III.** - Pour l'application de l'article précédent à l'édiction des mesures nécessaires à la mise en place du Haut conseil, et jusqu'à sa première réunion, l'avis à rendre par ce dernier est remplacé par la consultation de son président. Les dispositions du II sont applicables.

**IV.** - Le premier Haut Conseil est installé par le Président de la Polynésie française.

**V.** - Les premiers auditeurs sont nommés au plus tard six mois après l'installation du président et des conseillers.

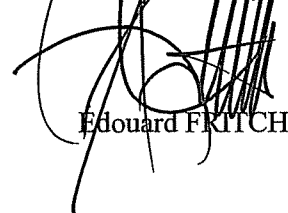
**Article 43.-** Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*La secrétaire,*



Loïs SALMON-AMARU

*Le président,*



Edouard FRITCH